

L'hypothèse d'un "no deal" à la fin mars est quasiment écartée

Royaume-Uni La Première ministre a autorisé les députés à voter le 14 mars pour un report de la date du Brexit.

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

En moins de 24 heures, l'hypothèse d'un *no deal* à la fin du mois de mars est devenue très improbable. Mardi, la Première ministre Theresa May s'est engagée à proposer aux députés britanniques de voter "le 14 mars sur une extension courte et limitée de la date de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne" s'ils n'acceptent pas d'ici au 12 mars son accord de retrait négocié avec les Vingt-sept et s'ils se prononcent le 13 mars contre une sortie sans accord (*no deal*). "Si la Chambre des communes vote pour cette extension, le gouvernement cherchera à l'obtenir auprès de l'UE", a-t-elle confirmé. Les négociations en ce sens sont assurées de réussir : le président du Conseil européen Donald Tusk a fait savoir lundi soir que la possibilité "d'un délai supplémentaire" accordé au Royaume-Uni pour sortir officiellement de l'UE "serait une solution rationnelle".

La déclaration de Theresa May est capitale. Pour la première fois depuis son enclenchement de l'article 50 il y a presque deux ans, elle a admis que le pays ne sortira peut-être pas de l'organisation européenne le 29 mars. Dès lors, la possibilité que le pays glisse malgré lui vers un *no deal* dans un mois est quasiment éradiquée, au regard de la très forte majorité présente à la Chambre des communes contre cette option.

La responsable conservatrice a néanmoins prévenu que, personnellement, elle "ne veut pas voir l'article 50 étendu. Nous devons absolument nous concentrer pour obtenir un accord et sortir le 29 mars". En effet, elle a rappelé qu'"une extension ne facilitera pas l'obtention d'un accord car les choix auxquels nous ferons face demeureront inchangés". Surtout qu'elle a rappelé que ce délai ne pourrait pas dépasser la fin du mois de juin, sans quoi le pays "devra prendre part aux élections européennes".

Cette promesse a convaincu plusieurs de ses opposants. Nick Boles, l'un des députés conservateurs les plus ouvertement opposés à un *no deal*, avait clairement signifié son intention de soutenir un amendement multipartite prévu au vote mercredi et destiné à imposer au gouvernement le report du jour du Brexit. Mardi après-midi, il a jugé la promesse de la cheffe de son parti comme "une concession significative" et "une victoire pour le Parlement". Ce qui ne l'a pas empêché de se demander si "les députés peuvent compter sur la Première ministre pour tenir ses engagements", au regard des multiples reports des votes sur son accord du Brexit.

La piste du second référendum relancée

Lundi soir, le Parti travailliste avait déjà largement réduit la possibilité d'un *no deal* à la fin mars. Son chef Jeremy Corbyn s'est en effet pour la première fois engagé à soutenir un second référendum pour éviter un *no deal* si Theresa May devait définitivement refuser de maintenir le Royaume-Uni dans une union douanière avec l'UE. "En ligne avec la politique décidée lors de notre congrès annuel, nous nous engageons à déposer ou à soutenir un amendement en faveur d'un vote populaire pour éviter qu'un mauvais Brexit dessiné par les conservateurs soit imposé à notre pays", a-t-il indiqué lors d'une réunion privée avec ses députés.

Dans un document donné à ses députés, il a également admis "qu'un référendum nécessiterait d'avoir une option crédible en faveur du Brexit et une option pour rester dans l'UE". L'une des membres de son équipe, Emily Thornberry, a même assuré que si "nous nous retrouvons face à un choix entre rester dans l'UE et un désastreux Brexit dessiné par le parti tory, nous ferons campagne pour rester". De quoi apaiser les craintes de nombreux

députés travaillistes qui pensaient devoir choisir entre deux versions du Brexit. Et ce même si, au regard des forces en présence à la Chambre des communes, l'option d'un second référendum demeure pour le moment peu probable.

Le monde des affaires souffle

Preuve de l'importance de toutes ces nouvelles pour le monde des affaires, la livre sterling a bondi mardi à son plus haut niveau contre l'euro depuis le mois de mai 2017. Carolyn Fairbairn, la directrice générale de la Confédération de l'industrie britannique, la principale plateforme patronale du pays, s'est félicité que "les mouvements pour éviter un *no deal* en

mars sont essentiels" et que "le gouvernement et le Parlement" en soient désormais à l'origine. Elle a pourtant appelé les parlementaires à adopter "un compromis" pour que l'incertitude autour du Brexit prenne fin. Et qu'un *no deal* ne soit pas simplement repoussé à la fin juin.

Jeremy Corbyn s'est en effet, pour la première fois, engagé à soutenir un second référendum pour éviter un "no deal".